

Les raisins boycottés

César Chavez, le charismatique président des Travailleurs agricoles unis (TAU) des Etats-Unis, était de passage à Montréal, au cours du dernier week-end, pour participer à la campagne du boycottage des raisins de Californie.

Au moment où je l'ai rencontré, il venait d'apprendre deux nouvelles: l'une bonne, l'autre mauvaise. La législature de la Californie avait adopté, quelques heures plus tôt, une loi autorisant les travailleurs à se syndiquer dans l'association de leur choix. C'était la bonne nouvelle. La mauvaise était en provenance de Montréal. Le jour même, un juge de la Cour supérieure avait accordé une injonction aux magasins Dominion interdisant aux piqueteurs de circuler dans les environs immédiats de ces grandes épiceries.

La législation de la Californie, me confiait-il, est une grande victoire que les TAU doivent au boycottage organisé à travers l'Amérique, notamment à Montréal qui est le cinquième point de vente en importance pour ce produit. Devant la réduction de leurs chiffres d'affaires, les propriétaires de vignobles en Californie ont finalement cessé leur opposition à l'adoption de la loi.

Cette loi constitue un précédent en ce qu'elle introduit le syndicalisme en milieu agricole. Les grands propriétaires terriens devront négocier de bonne foi avec l'association représentative de leurs employés. D'ici trois mois, ces travailleurs auront à décider s'ils veulent ainsi se syndiquer et, si oui, dans quel syndicat ils entendent le faire. Un référendum aura lieu à cet effet sous contrôle gouvernemental.

Un premier boycottage, il y a quelques années, avait forcé les exploiters agricoles à signer des conventions collectives avec le syndicat de Chavez. Mais, quand ces conventions ont pris fin en 1973, le syndicat des Teamsters s'est introduit subrepticement dans la place et, sans les avoir jamais consultés, annonça aux travailleurs qu'il avait signé pour eux un nouveau contrat de travail avec les employeurs agricoles.

Les employeurs, qui avaient permis ce tour de passe-passe, espéraient se débarrasser du syndicat de Chavez pour de bon. Mais, la sympathie du public que des militants bénévoles ont su susciter dans toutes les grandes villes d'Amérique, est restée acquise au groupe de Chavez et le boycottage a, une fois de plus, porté ses fruits. La syndicalisation des travailleurs agricoles que la Californie a décidé d'autoriser en est l'aboutissement.

Mais, attention. Si les employeurs agricoles sont désormais tenus de négocier et, de toute évidence, ce sera, avec le syndicat des TAU que les travailleurs ne manqueront pas de préférer à l'organisation fort douteuse des Teamsters, rien ne saurait les obliger à signer des conventions collectives. Le boycottage pourrait donc bien demeurer essentiel.

Le public devrait le comprendre, qu'il s'approvisionne chez Steinberg, Dionne, Richelieu, Métro ou même Dominion. Les injonctions peuvent empêcher le piquetage; elles ne sauraient bannir un boycottage libre et volontaire de la part des acheteurs.

Vincent PRINCE

La Presse
June 4/75